

Echange ou convergence ?

Le processus de rapprochement dans la société

Corine Defrance*

» Après avoir été le symbole des « ennemis héréditaires » jusqu'au milieu du 20^e siècle, la France et l'Allemagne passent aujourd'hui pour les « amis héréditaires » et le « moteur » de la construction européenne. Au vu de cette transformation, nombreux sont ceux qui ont parlé et parlent encore de « miracle », une explication qui, bien sûr, ne peut satisfaire les historiens.

Von „Erbfeinden“ zu „Erbfreunden“

Eine Marmortafel auf dem Vorplatz der Kathedrale von Reims erinnert an die Besiegelung der deutsch-französischen Versöhnung durch Charles de Gaulle und Konrad Adenauer am 8. Juli 1962.

Die Autorin legt dar, dass die „deutsch-französische Freundschaft“ nach jahrhundertelanger „Erbfeindschaft“ das Ergebnis größten zivilgesellschaftlichen Engagements war und ohne die

zahlreichen Mittler und Organisationen „aus der Mitte der Gesellschaft“ – wie der christliche Französisch-deutscher Bruderrat, der Arbeitskreis der deutsch-französischen Gesellschaften, das deutsch-französische Jugendwerk, die deutsch-französischen Städtepartnerschaften u.v.a.m. – nicht möglich gewesen wäre. Hinzu kam die kulturelle, gesellschaftliche und politische Annäherung Westeuropas nach dem Krieg.

Red.

Longtemps l'action volontariste des chefs d'Etat et de gouvernement a été mise en exergue pour interpréter ce qui reste une des mutations fondamentales de l'après Seconde Guerre mondiale. Le général de Gaulle a littéralement gravé cette thèse dans le marbre lorsqu'il a fait poser une plaque commémorative sur le parvis de la cathédrale de Reims, portant l'inscription suivante :

A Monseigneur Marty, archevêque de Reims

« Excellence, le chancelier Adenauer et moi-même venons dans votre cathédrale sceller la réconciliation de la France et de l'Allemagne »

Charles de Gaulle

Dimanche 8 juillet 1962 11 h 02

An Mgr. Marty, Erzbischof von Reims

„Exzellenz, Bundeskanzler Adenauer und ich kommen in Ihre Kathedrale, um die Versöhnung Frankreichs mit Deutschland zu besiegeln“

Charles de Gaulle

Sonntag, den 8. Juli 1962, 11:02 Uhr

* Corine Defrance est chercheur au CNRS (UMR 8138 IRICE), Paris.

Cependant, il convient de s'interroger : peut-on réduire la réconciliation à un processus décrété d'en haut par les gouvernants ? Peut-on tenir pour négligeable l'action des acteurs non étatiques ? Depuis les années 1990, la recherche historique tente de combiner ces deux processus et d'en appréhender les interactions, car, bien plutôt qu'ils ne s'opposent, ces deux courants s'articulent et se renforcent mutuellement. La dimension politique du rapprochement faisant l'objet d'un autre article de ce dossier (voir la contribution de Reiner Marcowitz dans ce numéro), l'accent sera mis ici sur ce mouvement s'exerçant de bas en haut, parti du cœur de la société grâce aux initia-

tives de citoyens, d'individus engagés, de « médiateurs », qui fondèrent des associations ou des organisations de compréhension, inventèrent de nouvelles formes d'échanges en ayant pour objectif commun de considérer que le rapprochement franco-allemand était essentiel pour l'avenir de l'Europe et la paix dans le monde. Une autre question se pose : s'agit-il seulement d'un rapprochement par contact et échange (*Annäherung*) ou bien aussi d'un rapprochement par convergence des cultures et des évolutions sociétales de part et d'autre du Rhin (*Angleichung*) ?

Parmi les nouvelles institutions visant à la reprise du dialogue et à la compréhension de l'Autre,

Vous avez dit société civile ?

« Ceux qui, par ignorance ou délibérément, font remonter la coopération franco-allemande au Traité de l'Élysée de 1963, font plus que commettre une simple erreur de date : ils dénaturent assez gravement la volonté de réconciliation et d'amitié exprimée dès la fin de la guerre en 1945 du plus profond des deux populations, qui se reconnaissaient l'une et l'autre comme les victimes de la même folie criminelle nazie.

« Il est impossible de douter que devant l'Histoire l'immense mérite politique du général de Gaulle et du chancelier Adenauer demeurera précisément d'avoir compris et senti à quel point les deux pays aspiraient au remplacement définitif de la haine par le meilleur voisinage possible, au cœur de l'Europe, entre la France et l'Allemagne. Mais ces deux grands hommes n'ont pu faire mieux que de signer un texte fondamentalement élaboré par des cabinets ministériels et par des fonctionnaires – c'est-à-dire un traité organisant avec une admirable méticulosité tout ce qui relève de la compétence classique d'un gouvernement : la coopération politique, diplomatique, économique, culturelle, militaire, administrative, etc.

« Il en résulte que, hormis la surprenante exception constituée par la création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, rien dans ce document n'était tourné vers ce que l'on appelle aujourd'hui 'la société civile'. Celle-ci, qui avait commencé bien avant cette initiative des deux États à recher-

cher ses partenaires dans l'autre pays, à nouer ses premiers contacts avec eux, à organiser progressivement rencontres, échanges et jumelages, à développer ses réseaux, s'est évidemment réjouie de la signature du Traité franco-allemand de coopération. Elle y voyait en quelque sorte une consécration officielle de ses aspirations et de ses actions, et y trouvait, si besoin en était, un encouragement à poursuivre et même à intensifier ses efforts dans la même voie.

« Tout particulièrement, les responsables d'associations organisatrices d'échanges de jeunes découvriraient soudainement en l'OFAJ une source précieuse d'aide financière et de conseils, soit pour mener sur une plus grande échelle le travail qu'ils accomplissaient déjà, soit pour mettre en œuvre de nouveaux échanges. Ce qui est en tout cas certain, c'est qu'en aucune façon la société civile n'a ressenti au lendemain du 22 janvier 1963 qu'elle n'avait plus qu'à s'effacer devant la 'coopération franco-allemande officielle' et, moins encore, qu'elle pourrait un jour se voir décerner des notes de bonne ou de mauvaise conduite franco-allemande par des gouvernements sur lesquels elle avait une si large antériorité chronologique et une aussi belle avance de générosité. Bien au contraire, elle s'attendait plutôt à être enfin aidée dans son bénévolat. »

Bernard Lallement, en sa qualité de président de la Fédération des Associations franco-allemandes, dans Documents 5/1999

on peut citer le *Bureau international de Liaison et de Documentation* (B.I.L.D.), fondé en 1945 par le père jésuite Jean du Rivau, alors aumônier de l'armée française, et sa sœur jumelle la *Gesellschaft für übernationale Zusammenarbeit* (GÜZ), organisant de nombreuses rencontres franco-allemandes et éditant à partir de 1945 les deux revues *Documents* et *Dokumente* ; ou bien encore le Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle, fondé en 1948 par le philosophe Emmanuel Mounier et dont Alfred Grosser fut la cheville ouvrière. Le nom du Comité affiche son ancrage identitaire et la volonté de ses fondateurs de travailler avec une nouvelle génération d'Allemands à l'avenir d'une Allemagne démocratique. Côté allemand, citons encore l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, institution allemande se concentrant à l'origine sur la compréhension et le rapprochement franco-allemand, ouvert en 1948 sur initiative de Theodor Heuss, Carlo Schmid et Fritz Schenk. Il s'agit là des plus grandes associations,

Partnership

„Der erste Schritt bei der Neugründung der europäischen Familie muss eine Partnerschaft zwischen Frankreich und Deutschland sein.“

Winston Churchill am 19.9.1946 in Zürich

jouant un rôle à l'échelle nationale ou suprarégionale, publiant des revues, organisant rencontres et conférences et visant à former des « multiplicateurs » (journalistes, enseignants, syndicalistes). A l'échelle régionale ou locale ont aussi été fondés des sociétés ou cercles franco-allemands, qui ont organisé des échanges, de petites expositions, des « semaines » franco-allemandes... Ces associations sont le reflet de l'engagement de la société civile pour le rapprochement (voir l'article de Gereon Fritz dans ce dossier).

Au départ, peu nombreux étaient ceux qui s'y sont investis, tant le ressentiment et la haine à l'égard de l'Autre étaient forts au lendemain de la guerre (ce qui est parfois oublié aujourd'hui, oublié qui reflète le processus de construction d'un « mythe de réconciliation », voir l'article de B. Lallement cité ci-dessus). Ils étaient donc des pionniers, mais ils ont réussi, dès la fin des années 1940 et tout au long des années 1950, plus encore dans

les années 1960, à élargir leur audience et leur ancrage sociétal. Les sondages d'opinion permettent de retracer cette transformation progressive des mentalités. En février 1955, 30 % des Français considéraient toujours que l'Allemagne représentait un danger et 59 % des Allemands de l'Ouest doutaient de la possibilité d'une entente durable avec la France. Cette image se modifia lentement dans la seconde moitié des années cinquante.

Les Eglises et les milieux résistants

L'analyse des parcours des premiers médiateurs franco-allemands a permis de repérer quelques milieux porteurs de l'idée de « réconciliation ». Le premier d'entre eux, mettant en exergue la dimension religieuse d'un tel processus, furent les Eglises et les milieux confessionnels catholiques et protestants (on pense aux associations *Pax Christi* ou au Conseil fraternel franco-allemand / *Französisch-Deutscher Bruderrat*), qui organisèrent des rencontres chrétiennes, des actions de solidarité ou s'engagèrent dans des entreprises à forte charge symbolique comme l'édification d'une « croix de la paix » à Bühl, dans le Bade, en 1952, ou la construction d'une église de la paix à Spire. Les milieux catholiques rhénans, proches d'Adenauer, fournirent de nombreux médiateurs qui s'engagèrent précocement dans le rapprochement bilatéral, à l'exemple de Elsie Kühn-Leitz, fondatrice en 1957 de l'*Arbeitskreis der deutsch-französischen Gesellschaften* ou du médiéviste Eugen Ewig, père fondateur du futur Institut historique allemand, ouvert en 1958 à Paris sous le nom de *Deutsche Historische Forschungsstelle*.

Côté français, un grand nombre de médiateurs étaient issus des milieux résistants, tels Edmond Vermeil ou l'écrivain Vercors (Jean Bruller), membres fondateurs du Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle. Cette attitude était souvent liée à l'expérience vécue par nombre d'entre eux dans les camps de concentration, où, comme Joseph Rovon (rescapé de Dachau) l'a à maintes reprises relaté dans ses écrits, ils firent la connaissance de démocrates allemands qui avaient été les premières victimes du régime nazi. Ainsi Jean du Rivau fut interné en tant que résistant à partir de 1944 à Mauthausen puis à Dachau,

Lucien Tharradin, l'initiateur des jumelages franco-allemands, combinait les expériences de prisonnier de guerre, résistant et interné au camp de Buchenwald. Ces combattants de la Résistance disposaient bien sûr de la plus forte légitimité pour tendre la main aux Allemands partisans de la démocratie. A partir de la fin des années 1950, la RDA instrumentalisa l'expérience partagée de la Résistance (le rôle de Franz Dahlem ou de Gerhard Leo dans la Résistance française) pour affirmer la solidarité franco-est-allemande et tenter ainsi de faciliter sa reconnaissance officielle sur la scène internationale. La construction et l'usage du mythe de l'antifascisme lui permettaient de se présenter comme l'Allemagne moralement « supérieure » et de trouver des relais dans les milieux résistants français au delà des cercles communistes.

Outre les résistants, nombre d'anciens combattants et prisonniers de guerre français et allemands participèrent précocement au processus de rapprochement bilatéral, même si leurs expériences furent extrêmement diverses et qu'elles conditionnèrent largement les formes et le degré de leur engagement ultérieur. Ainsi, au seuil des années 1940 et 1950 quelque 140 000 prisonniers de guerre allemands décidèrent à la fin de leur captivité de rester en France comme travailleurs libres, devenant des médiateurs potentiels. Quant aux anciens combattants, après une période de rancœur et de méfiance mutuelles dans l'immédiat après-guerre, ils reprirent contact par le biais de la Fédération mondiale des anciens combattants dès le début des années 1950, et des rencontres régulières eurent lieu à partir de 1954. Cependant, l'attitude des anciens combattants fut aussi longtemps déterminée par l'impact de la mémoire locale de la guerre. Ainsi, encore dans la deuxième moitié des années 1970, l'association locale des anciens combattants de Béziers refusait encore tout partenariat avec la section locale du *Verband der Heimkehrer* de Heilbronn, ville jumelée avec Béziers depuis 1965, en raison du souvenir traumatique de l'exécution de 18 otages, le 7 juin 1944.

De la collaboration à la coopération

Bien qu'il s'agisse d'un phénomène marginal, il est nécessaire d'évoquer l'engagement de personna-

lités compromises sous le Troisième Reich et pendant l'occupation nazie en France dans les associations de compréhension et de rapprochement après 1945. Ainsi Gustav Krukenberg, qui s'était investi dans le rapprochement franco-allemand pendant l'ère Briand-Stresemann avant de devenir

Ressentiments überwinden

„Welche Verantwortung die Sieger und welche die Besiegten gegenüber ihrer gemeinsamen Zukunft haben, darüber könnte man endlos diskutieren, und ich gedenke nicht, zwischen diesen Verantwortungen zu entscheiden, so eklatant scheinen mir die Verpflichtungen der einen wie der anderen zu sein. Auch wenn die Sieger alles täten, was in ihrer Macht liegt, so könnten sie den Besiegten Jahre harter Entbehrungen nicht ersparen. Darum müssen die Deutschen die Versuchung zu Verbitterung und Ressentiments überwinden und müssen, dem Anruf der Katastrophe folgend, die tägliche, undankbare, tragisch langsame Aufbauarbeit vorziehen.“

(« Il faudra aussi que les Allemands surmontent les tentations de l'amertume et du ressentiment et préfèrent, aux appels de la catastrophe, l'effort de construction quotidien, ingrat, tragiquement lent. »)

Raymond Aron,

Ende 1947 vor deutschen Studenten in München, in: *Dokumente* 4/1948

le chef de la division Charlemagne, s'engagea à nouveau dans le rapprochement franco-allemand dans les années 1960 se hissant même jusqu'au comité de direction du *Arbeitskreis der deutsch-französischen Gesellschaften*. Si des continuités entre collaboration et coopération ont déjà été repérées dans les cercles diplomatiques et intellectuels, une étude locale a permis de mettre en évidence le souci de réparation dans l'engagement de la fondatrice française du Cercle Français de Kassel, Andrée Rozel-Häger, dont le mari allemand avait travaillé en France pendant la guerre, comme officier au service de l'organisation Todt.

Dans l'après-guerre, les formes et les modalités de l'échange furent largement renouvelées par rapport aux tentatives de rapprochement de l'entre-

deux-guerres. Elles furent plus souvent collectives et marquent un début de démocratisation des relations internationales, celles-ci n'étant plus le monopole des Etats mais devenant davantage des relations entre sociétés – des relations transnationales. La forme la plus emblématique de la « réconciliation franco-allemande » fut le jumelage, qui représente une invention de l'après-guerre. Le premier d'entre eux fut conclu en 1950 entre les villes de Montbéliard et de Ludwigsburg (cf. l'article de Gabriele Padberg-Jeanjean). Il s'agissait alors d'une opération à haut-risque, les maires prenant le risque de heurter la sensibilité de leurs administrés, ce qu'illustre la faible croissance du nombre des jumelages conclus dans la période initiale : on n'en comptait que 25 en 1958, mais déjà plus d'une centaine au moment de la signature du Traité de l'Élysée. Ces jumelages furent essentiellement un phénomène franco-ouest-allemand, mais des jumelages furent également conclus entre des villes françaises, le plus souvent communistes, et des communes de RDA (notamment lors du 10^e anniversaire de la RDA, en 1959 ; par exemple : Saint-Denis/Gera, Argenteuil/Dessau, Montreuil/Cottbus). Outre les jumelages, les échanges et rencontres franco-allemands de jeunes, qui furent organisés dès 1946 en zone française d'occupation en Allemagne, d'abord par le gouvernement militaire puis par les organisations de la société civile à partir du début des années 1950, contribuèrent largement au rapprochement. Citons par exemple la rencontre internationale de la Loreley, essentiellement franco-ouest-allemande, qui réunit plus de 35 000 jeunes sur les bords du Rhin à l'été 1951. Elle résume les enjeux politiques et idéologiques de l'époque : rapprochement franco-allemand indispensable à la construction de l'Europe, afin d'affirmer la solidarité et la solidité de l'Occident en pleine guerre froide (au même moment se tenait à Berlin-Est le festival mondial de la Jeunesse dans l'obédience de Moscou). C'est dans cet engagement sociétal et cette démocratisation des échanges que réside la principale différence avec la courte embellie des relations franco-allemandes du temps d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann dans la seconde moitié des années 1920. Ce rapprochement qui avait été le fait des politiques, soutenu par une

Was ist mit Deutschland?

„Que faire de l'Allemagne ? *Was soll man mit Deutschland machen? Das fragte man sich in Frankreich nicht erst, als das Deutschland Hitlers am 8. Mai 1945 in Reims kapitulierte. Das hatten sich spätestens seit 1943 die politischen Köpfe der französischen Résistance gefragt, und auch die Führer des Freien Frankreich, die von Alger und London aus um die internationale Anerkennung als rechtmäßige Vertretung Frankreichs rangen. Die Frage wurde in den Jahren zwischen 1944 und 1947 in dieser oder etwas veränderter Form auch in einer Fülle von Presseartikeln und politischen Broschüren aufgeworfen. Und nicht zuletzt auch von General de Gaulle selbst, der etwa in einer Rede am 5. Oktober 1945 im Kurhaus von Baden-Baden dem militärischen und zivilen Besatzungspersonal seines eigenen Landes mit der rhetorischen Frage gegenübertrat: 'Que faisons-nous ici au lendemain de la victoire ?' (Was machen wir hier eigentlich am Tage nach unserem Sieg?)*

Die Antworten auf diese Frage waren vielgestaltig, trafen sich aber alle in einem entscheidenden Punkt: Es mußte in einer Nachkriegsregelung sichergestellt werden, dass die existenzgefährdende Situation, in der sich der französische Staat zwischen 1940 und 1944 befand, sich niemals wiederholen konnte.“

Franz Knipping, Professor für Neuere Geschichte; aus: Franz Knipping, Ernst Weisenfeld (Hrsg.), *Eine ungewöhnliche Geschichte*. DFJW-Taschenbuch, Dokumente im Europa Union Verlag, Bonn 1988, 207 Seiten.

toute petite élite intellectuelle et économique, n'avait pas su s'ancrer dans les sociétés.

Vers une convergence des cultures

Après 1945, la dynamique est double, gouvernementale et sociétale, et les interactions entre ces deux types d'acteurs sont nombreuses: ils coopèrent plus qu'ils ne s'opposent l'un à l'autre, sauf quand certaines de ces associations, comme les Echanges Franco-Allemands (EFA), fondés en 1958, visent explicitement, pour des motifs idéo-

logiques, le rapprochement avec la RDA. Pour cette période, en dehors des acteurs et des milieux porteurs du rapprochement, de ses canaux et de ses formes, il convient aussi d'observer la topographie du rapprochement: tendre la main à l'autre était-il plus facile ou plus difficile en région frontalière? A l'exemple de l'Alsace, on comprend combien la région frontalière, marquée par des expériences historiques spécifiques et souvent traumatiques, a montré quelques hésitations avant de s'engager dans le processus de rapprochement et de devenir aujourd'hui un des moteurs de la coopération franco-allemande transfrontalière.

Enfin un autre facteur a contribué au rapprochement: la convergence toujours plus grande des cultures – qu'il s'agisse de la culture politique (démocraties libérales), des modes de vie et de consommation – dans lesquelles grandirent les jeunes générations françaises, ouest-allemandes, et plus généralement ouest-européennes. L'engouement pour la musique ou la mode vestimentaire américaine (le rock et le jean en sont les emblèmes), se traduisant par des phénomènes de transferts et de métissage culturels, créa des références communes entre les jeunes de part et d'autre du Rhin. Comme l'a noté l'historien Hartmut Kaelble, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et malgré la persistance de divergences culturelles et sociétales, « *la France et l'ancienne République fédérale furent bien plus liées que les deux pays ne l'avaient jamais été au cours des 150 années précédentes* ». Même le poids du passé et de l'expérience

partagée de la Seconde Guerre mondiale a conduit à une relative communauté d'analyse chez les décideurs politiques et militaires, et devait bientôt (après la fin de la Guerre d'Algérie en France) souder les jeunes des deux pays dans le sentiment d'appartenir à la « génération de la non-guerre ».

Le rapprochement franco-allemand et la « réconciliation » sont à la jonction de phénomènes culturels, sociétaux et politiques – bilatéraux et multilatéraux – profondément liés les uns aux autres. La guerre froide, le processus de construction européenne, la volonté politique de rapprochement bilatéral pour « faire l'Europe » en ces temps de menace ont indubitablement favorisé le rapprochement sociétal. En concluant le premier jumelage franco-allemand, le maire de Montbéliard avait dit marcher dans la voie ouverte quelques semaines plus tôt par le « plan Schuman ». Mais les évolutions sociétales conditionnent à leur tour l'action politique. Ainsi, selon l'ancien président du Sénat Alain Poher, le traité de 1963 fut « *la suite logique des premières initiatives de rapprochement tentées dans le cadre des jumelages* ».

Au niveau sociétal, il y eut aussi un très fort volontarisme et l'engagement de « médiateurs » qui surent faire évoluer la perception de l'autre. Le partage de valeurs culturelles communes, au sens large, résultant de processus d'américanisation, d'occidentalisation et d'eupéanisation, facilita aussi le rapprochement. Celui-ci fut donc la résultante d'échanges et d'une convergence sociétale partielle mais croissante.

Quelques ouvrages de Corine Defrance

- Corine Defrance, Ulrich Pfeil, *Histoire franco-allemande*, vol. 10. *Entre Guerre froide et Intégration européenne. Reconstruction et Rapprochement, 1945-1963*. Villeneuve d'Ascq 2012.
- Corine Defrance, Ulrich Pfeil, *Deutsch-Französische Geschichte*, Bd. 10. *Deutschland und Frankreich. Eine Nachkriegsgeschichte in Europa 1945-1963*. Darmstadt 2011.
- Corine Defrance, Ulrich Pfeil (éd.), *La France, l'Allemagne et le traité de l'Elysée, 1963-2013*. Paris 2012.
- Corine Defrance, Michael Kießner, Pia Nordblom (Hrsg.), *Wege der Verständigung zwischen Deutschen und Franzosen nach 1945. Zivilgesellschaftliche Annäherungen*. Tübingen 2010.
- Hans Manfred Bock, Corine Defrance, Gilbert Krebs, Ulrich Pfeil (éd.), *Les jeunes dans les relations transnationales*. L'Office franco-allemand pour la Jeunesse, 1963-2008 [avec cédérom en annexe]. Paris 2008.